

# **Discours du budget 2013 - 2014**

***TERRITOIRES DU NORD-OUEST***

**M. J. Michael Miltenberger**  
Ministre des Finances

**Quatrième session de la  
dix-septième Assemblée législative**

**Le 7 février 2013**



## Introduction

Monsieur le président, cette Assemblée législative a commencé ses travaux avec un plan budgétaire échelonné sur quatre exercices, dont les deux premiers consistent à faire preuve de la discipline budgétaire nécessaire pour renflouer nos réserves de trésorerie, afin de disposer d'un budget d'infrastructures plus élevé au cours des deux derniers exercices. Le budget présenté aujourd'hui est le deuxième de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative et il témoigne de l'approche coopérative soutenue qui nous permettra d'atteindre les objectifs de notre plan quadriennal.

Notre message a été constant : le plan budgétaire du gouvernement doit produire des excédents de fonctionnement, pour financer les infrastructures et rembourser la dette à court terme. Bien que nous sommes disposés à emprunter pour les infrastructures, nous devons nous assurer d'avoir les moyens de nous permettre ces emprunts tout en conservant la capacité fiscale nécessaire pour continuer d'offrir des programmes et services de haute qualité au cours des années à venir.

Nous devons composer avec un ralentissement de la croissance des recettes, et cela rend les choix budgétaires encore plus difficiles. Par la voie des comités permanents, les députés de cette Assemblée ont contribué à analyser les implications de ces choix et j'aimerais les remercier de leurs efforts et de leur soutien durant ce processus.

À l'automne 2012, nous avons entamé des consultations dans les sept centres régionaux sur le budget afin d'expliquer nos difficultés budgétaires aux gens du Nord et leur donner la possibilité de s'exprimer sur le bien-fondé de nos choix. Les participants ont formulé des commentaires judicieux sur les moyens de faire mieux avec les ressources dont nous disposons et sur l'allocation des nouveaux financements. Ils nous ont dit qu'ils voulaient nous voir combler des besoins immédiats par la prévention, modifier les programmes actuels pour les améliorer ou les rendre plus efficaces, consacrer plus de ressources aux infrastructures et tirer pleinement parti des possibilités économiques selon une approche durable pour l'environnement.

Ce budget découle directement des commentaires que nous avons reçus des comités permanents et des consultations sur le budget menées en 2012. Nous investissons dans la prévention en santé mentale et en toxicomanie, dans les services de sages-femmes,

dans le soutien au développement économique, dans l'efficacité éconergétique et dans l'innovation en matière de prestation des services de santé.

En travaillant avec plus d'efficacité et d'efficacités, nous pouvons continuer à offrir un niveau de services élevé et à faire les investissements stratégiques qui nous permettent de réaliser notre vision d'un territoire dont la population, les familles et les collectivités sont fortes, tout en maintenant notre viabilité budgétaire.

## **Perspectives économiques**

En raison de l'incertitude qui plane toujours sur l'économie mondiale, la collaboration soutenue au sein de cette Assemblée est essentielle pour gérer la croissance des dépenses. Les bouleversements qui affligent les marchés mondiaux peuvent nous sembler très lointains, mais les retournements de l'économie mondiale ont une incidence directe et rapide sur nous. De nombreux facteurs sont préoccupants, dont la crise de la dette en Europe, le fragile rétablissement économique des États-Unis, la croissance au ralenti d'économies en développement importantes comme la Chine et l'Inde, ainsi que l'augmentation de la dette des ménages canadiens. Tous ces facteurs posent des risques à l'économie des TNO et au budget du GTNO.

Aux Territoires du Nord-Ouest, des signes positifs pour l'économie se dessinent à l'horizon. Plusieurs indicateurs de santé économique, notamment le revenu d'emploi et les ventes de gros et de détail, sont revenus aux niveaux d'avant la récession. Le nombre de résidents du Nord occupant un emploi est revenu aux niveaux de 2008. Les dépenses d'exploration minière ont augmenté de 44 pour cent en 2012.

Malgré notre situation économique stable, la croissance du produit intérieur brut réel des TNO accuse du retard par rapport aux autres provinces et territoires. Cela est en grande partie attribuable à notre forte dépendance à l'égard de la production de carats de nos mines de diamants, qui a atteint un pic de production. De plus, les prévisions ne prévoient pratiquement pas de croissance en 2013. Parallèlement, l'absence de croissance de notre population touche aussi les employeurs et nuit aux recettes du gouvernement.

Nous savons que nous devons en faire plus pour développer et diversifier notre économie.

Nous devons déployer tous les efforts pour soutenir la vigueur du secteur de l'exploration minière et pour effectuer des investissements stratégiques qui contribuent à établir les conditions économiques propices à l'aménagement de nouvelles mines. C'est pourquoi nous nous réjouissons de l'achèvement de la Stratégie d'exploitation des minéraux des TNO, entamée au cours de l'exercice précédent. Les nouveaux projets de mise en valeur des ressources sont essentiels à la croissance économique, car nos mines actuelles commencent à réduire progressivement leur exploitation. Sous réserve des approbations réglementaires et des conditions économiques propices, jusqu'à sept nouvelles mines pourraient entrer en production au cours des cinq prochaines années pour contribuer à maintenir la vigueur de notre secteur minier. De plus, les ententes de retombées socioéconomiques négociées avec ces importants groupes

d'intérêts miniers contribuent à veiller à ce que les résidents et les entreprises des TNO en retirent le maximum d'avantages.

Au Sahtu, où des sociétés ont engagé plus de 600 millions de dollars en activités d'exploration, des possibilités en dehors de l'extraction minière se dessinent. Cette année, les dépenses dans la région du Sahtu pourraient atteindre plus de 100 millions de dollars, et permettre la création de centaines d'emplois. Nous devons aussi saluer les démarches récentes des entrepreneurs du Nord de partout aux TNO qui diversifient l'économie grâce à des entreprises comme la production d'œufs, l'exploitation maraîchère, la production de granulés de bois, le cinéma et la taille de diamants. Au cours des années à venir, d'autres projets présenteront de nouvelles pistes de diversification de l'économie ténoise, dont la liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie et la station-relais pour satellites d'Inuvik, qui est en cours d'aménagement.

## **Stratégie budgétaire**

Les perspectives de croissance de recettes des TNO à moyen terme sont modestes. Dans l'ensemble, nous nous attendons à une croissance des recettes de l'ordre de moins de deux pour cent au cours des trois prochaines années. Cela représente une fraction de la croissance annuelle de six pour cent que nous avons connue au cours de la dernière décennie.

Cela est principalement attribuable au fait qu'on ne prévoit pas que la formule de financement des territoires, qui représente 70 pour cent de nos recettes, augmente au cours de deux prochaines années, à cause de la stagnation de la croissance de notre population et de la réduction des dépenses des provinces.

Une croissance ralentie des recettes fait en sorte qu'il est encore plus difficile de fonctionner selon nos moyens. Combinée au besoin de dégager des excédents de fonctionnement pour financer des infrastructures dont le besoin est criant, la pression exercée par les dépenses renforce l'importance de maintenir la croissance des dépenses sous le niveau de la croissance des recettes, pour veiller à ce que nous disposions des excédents de fonctionnement nécessaires à la réalisation de ces projets. Sans excédents, chaque dollar consacré aux infrastructures représente des fonds empruntés, ce qui nous rapproche de notre plafond d'emprunt et ne nous laisse aucune marge de manœuvre pour réagir à un ralentissement économique potentiel ou faire des investissements stratégiques pour soutenir notre développement et notre croissance économique.

Pour veiller à générer des excédents de fonctionnement, la stratégie budgétaire consistera désormais à limiter la croissance des dépenses de programmes et de services existants. Cela se traduit par un plafonnement de la croissance forcée à 25 millions de dollars en 2014-2015 et à 1,5 pour cent par la suite. Cela nous permettra aussi de commencer à redresser le déficit grandissant en matière d'infrastructures, en augmentant de 50 millions de dollars les investissements dans ce domaine en 2014-2015 et en 2015-2016. Cette stratégie nous permet aussi de faire investissements supplémentaires au tronçon de route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk et à la liaison par fibre optique de la vallée du Mackenzie.

La limitation de la croissance des dépenses de fonctionnement assure le maintien des investissements aux infrastructures. Cela nous permet aussi de conserver un « coussin d'urgence » de 100 millions de dollars entre notre dette et le plafond d'emprunt de 800 millions de dollars prévu par la législation fédérale. À l'heure actuelle, nous disposons de possibilités d'emprunt de 190 millions de dollars, mais sans excédents pour contribuer à financer les infrastructures, ces possibilités diminueront rapidement.

Monsieur le président, comme nos frais de service de la dette s'élèvent à moins d'un pour cent des recettes et que notre rapport dette-PIB est l'un des plus bas du pays, nous sommes sûrs de pouvoir nous acquitter de nos obligations financières sans devoir limiter nos programmes et services pour rembourser notre dette. Notre engagement à l'égard de la politique de gestion responsable des finances, qui exige de générer des excédents de fonctionnement suffisants pour financer la moitié de nos dépenses en immobilisations et limiter les paiements de service de la dette à 5 pour cent des recettes, est essentiel pour maintenir des niveaux de dettes viables. La cote de crédit Aa1 que nous a conféré Moody's Investors Service pour la septième année consécutive le prouve.

Le présent gouvernement est déterminé à gérer les recettes de l'exploitation des ressources de manière responsable, au profit des générations actuelle et futures. Cela signifie que nous ne consacrerons pas de recettes provenant de l'exploitation des ressources non renouvelables pour financer les programmes et services gouvernementaux. Notre stratégie budgétaire prévoit des investissements en infrastructures et, à ce titre, notre part des recettes de l'exploitation des ressources permettra de financer des infrastructures stratégiques supplémentaires, de rembourser la dette et de garnir les coffres du Fonds du patrimoine, pour que les futures générations puissent en bénéficier.

## **Points saillants du budget**

Monsieur le président, l'excédent de fonctionnement de 113 millions de dollars du présent budget témoigne de notre engagement à fonctionner selon nos moyens et produit le flux de trésorerie nécessaire au financement de la moitié du budget d'immobilisations que nous avons approuvé à l'automne dernier. En 2013-2014, le total des dépenses prévues au budget augmentera de 56 millions par rapport au montant du budget de l'exercice précédent. Cela comprend 42 millions de dollars pour assumer les coûts reliés à la hausse des salaires et d'autres pressions en lien avec la croissance forcée des services existants, 22 millions de dollars en investissements en initiatives prioritaires et 19 millions pour d'autres ajustements et amortissements. Ces augmentations seront partiellement contrebalancées par la somme de 27 millions de dollars non déboursés pour des programmes temporisés.

En dépit de nos contraintes budgétaires, le GTNO continue d'accorder la priorité au soutien d'une population en santé et instruite vivant dans des collectivités sûres. Sur chaque dollar, près de 60 cents sont consacrés à l'éducation, aux soins de santé, aux services sociaux, au logement, aux services de police et aux programmes correctionnels.

L'augmentation de nos dépenses de fonctionnement sera financée par des recettes estimées à 1,6 milliard de dollars, soit une hausse de 2,6 pour cent par rapport au budget de dépenses révisés de 2012-2013.

On prévoit que la dette à court terme s'élèvera à 151 millions à la fin de 2013-2014. En ajoutant ce montant à notre dette à long terme, et à la dette de la Société d'énergie des TNO, de la Société d'habitation des TNO et d'autres organismes publics, le total des emprunts du GTNO s'élèvera à 581 millions de dollars au 31 mars 2014, ce qui signifie des possibilités d'emprunt de 219 millions de dollars.

## **Recettes**

Monsieur le président, nous n'alourdirons pas le fardeau fiscal des gens du Nord. Nous n'avons pas introduit de nouvelles taxes ou de nouveaux impôts au budget et n'avons pas augmenté les taxes et impôts existants. Dans un environnement où le coût de la vie et des affaires est élevé, où la croissance démographique stagne et où l'incertitude économique règne, laisser moins d'argent dans les poches des gens du Nord aurait un effet dissuasif sur la croissance économique.

Notre budget maintient cependant notre politique d'indexer les frais en fonction de l'inflation, lorsque cela s'avère possible et pratique. Une inflation stable et constante permet d'éviter de faire des ajustements pénibles et considérables plus tard.

## **Dépenses**

Monsieur le président, notre approche sur les dépenses prévues à ce budget tient compte des discussions menées au sein de cette Assemblée et des priorités générales exprimées lors des consultations sur le budget de 2012 de l'automne dernier. C'est pourquoi nos dépenses sont ciblées. Premièrement, nous les consacrerons à des services de première ligne fondamentaux qui sont axés sur la prévention et une approche holistique en matière de mieux-être. Deuxièmement, nous prévoyons des fonds pour soutenir le développement économique durable. Conscients des pressions que la croissance ralentie des recettes entraînera à l'avenir, les participants ont préconisé d'augmenter notre base de recettes au moyen de la croissance de l'économie et non pas de nouvelles taxes et de nouveaux impôts. Troisièmement, nous investirons dans l'amélioration de l'efficacité et l'efficience des programmes existants.

### ***Investir dans la prévention pour renforcer la santé des résidents et des collectivités***

Autrefois, le dicton de nos grands-parents et parents « Mieux vaut prévenir que guérir » était juste. Il l'est toujours aujourd'hui.

La prévention comprend un vaste ensemble de mesures que nous pouvons adopter, qui vont de vacciner les enfants contre la maladie à doter ces mêmes enfants d'une éducation de qualité pour leur assurer un bel avenir. En adoptant une approche

proactive et préventive, cette Assemblée contribuera à réaliser sa vision d'un territoire dont la population, les familles et les collectivités sont fortes.

En traitant la santé mentale et la toxicomanie plus efficacement, on réduit d'autres problèmes de société. L'amélioration des programmes de traitement de la toxicomanie est l'une des priorités du gouvernement. La question a été exprimée à maintes reprises lors des séances de consultations sur le budget.

Le présent budget réagit à cette priorité en allouant 1,15 million de dollars à l'appui des initiatives du plan d'action sur la santé mentale et la toxicomanie Cap sur le mieux-être : Plan d'action 2012-2015 en santé mentale, alcoolisme et toxicomanie, qui a été lancé l'année dernière. De ce montant, 250 000 dollars seront consacrés à la jeunesse, notamment en investissements sur les jeunes à risque, l'intégration de la santé mentale et de la toxicomanie dans le programme scolaire sur la santé, de même que l'élaboration d'un programme de traitement pour jeunes. La prévention, l'intervention précoce et les programmes éducatifs pour nos jeunes présentent le meilleur potentiel de réduction du fardeau de la toxicomanie aux TNO.

De ce montant de 1,15 million de dollars, nous utiliserons 200 000 dollars à financer des projets dans les collectivités pour augmenter les possibilités de traitement de la toxicomanie dans la nature, en nous appuyant sur les recommandations du Forum ministériel sur les toxicomanies et le mieux-être communautaire. Cet investissement finance aussi des initiatives visant à améliorer la gestion coopérative des cas pour les clients qui utilisent les services de divers ministères du gouvernement. Lors des séances de consultation sur le budget, les participants ont sans cesse fait état de frustrations par rapport aux chevauchements et à la médiocrité de la gestion des dossiers et ont recommandé d'adopter une approche centrée sur le client. Nous travaillons dur pour remédier à ce problème. La portion restante du montant de 1,15 million de dollars servira à l'élaboration de programmes de traitement pour jeunes, à améliorer la gestion des cas de personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale et veillera à ce que tous les résidents des TNO aient accès à des traitements et à des services de suivi en santé mentale, grâce à un programme de télésanté.

La toxicomanie a de nombreuses répercussions sur la société, la criminalité n'étant pas la moindre. La plupart des délinquants admis dans les établissements correctionnels des TNO souffrent d'une forme d'alcoolisme ou de toxicomanie et le besoin en matière de traitement des toxicomanies est profond dans le système correctionnel. Ce budget alloue 339 000 dollars pour continuer le programme pilote de traitement de l'alcoolisme et de la toxicomanie au Centre correctionnel de Mackenzie Sud.

La prévention consiste aussi à donner à tous nos enfants un bon départ dans la vie, de sorte qu'une enfance heureuse et en santé engendre des adultes en bonne santé et productifs. Chaque année, il y a plus de 700 naissances aux TNO, ou environ deux bébés par jour. Ce budget fait plusieurs investissements qui donneront à ces petits le meilleur départ possible.

Cette année, le GTNO a investi plus d'un million de dollars dans le développement de la petite enfance. Au nombre des initiatives, on peut mentionner le renouvellement du cadre d'action ténos pour la petite enfance, une campagne de sensibilisation publique et l'ouverture de centres de ressources pour l'enfance et la famille dans



deux collectivités. Cet investissement visant à favoriser une enfance en bonne santé pour nos petits se poursuivra en 2013-2014.

Nous savons que le soutien accordé aux mères durant la grossesse et lors de la naissance contribue beaucoup au succès de leurs enfants plus tard. Les services de sages-femmes peuvent constituer un élément important de ce soutien. Ce budget investit 449 000 dollars à titre de première étape pour augmenter les services de sages-femmes à l'échelle des TNO. Cet investissement stabilisera le programme des sages-femmes de Fort Smith, établira un ensemble de normes applicables au programme, fera participer les collectivités à un élargissement plus important du programme et financera des activités de planification visant un programme communautaire de sages-femmes à Hay River.

Nous investissons aussi dans les enfants en réservant 142 000 dollars à l'expansion du programme de vaccination systématique des enfants des TNO, selon les recommandations d'organismes nationaux d'experts en matière de programmes d'immunisation pédiatriques. La vaccination représente l'un des programmes de santé publique les plus rentables. L'universalité des vaccins pour les enfants et les jeunes leur donne une meilleure protection contre des maladies pouvant être fatales.

Investir dans nos enfants constitue la mesure la plus sage que nous puissions adopter. L'année dernière, nous avons souligné plusieurs moments importants dans le soutien à l'éducation de nos enfants, lors de l'ouverture de l'école East Three à Inuvik et du lancement du programme d'études sur les pensionnats, qui est le premier guide pédagogique exhaustif sur le sujet au Canada. Durant cet exercice, nous investissons plus de 150 millions de dollars dans l'éducation de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année.

Au même titre que nous devons prêter attention à nos jeunes, il faut nous pencher sur nos personnes âgées. Elles sont non seulement des personnes-ressources importantes pour les familles et les collectivités, mais aussi le segment de la population de TNO dont la croissance est la plus rapide. En investissant dans les établissements de soins de longue durée, comme le remplacement de la résidence pour personnes âgées Jimmy Erasmus de Behchokò avec un établissement de plus grandes dimensions, nous nous assurons de disposer du nombre de places nécessaires pour répondre à des besoins grandissants.

Mais la brique et le mortier ne font qu'assurer un environnement pour les soins, ils ne les fournissent pas. Des niveaux de dotation adéquats garantiront des soins de qualité dans nos établissements. Ce budget engage 1,13 million de dollars pour augmenter les niveaux de dotation aux trois établissements de soins de longue durée existants de Fort Smith, Fort Simpson et Yellowknife, afin de fournir des soins efficaces, sécuritaires et culturellement pertinents.

Monsieur le président, ce budget poursuit aussi ses investissements dans des initiatives de mise en œuvre du Plan d'action contre la violence familiale, dont des fonds pour terminer la mise en place du programme d'aide pour les hommes violents. Il s'agit d'un programme destiné aux hommes qui usent de violence dans leurs relations intimes et ajoute un autre élément essentiel à une approche holistique de guérison de la violence familiale.

Nous nous réjouissons de l'achèvement de la Stratégie de lutte contre la pauvreté plus tard cette année, qui est une priorité de la législature. Nous répondrons à ses recommandations sur les nouvelles ressources nécessaires en affectant des crédits supplémentaires. En nous attaquant à la pauvreté avec une stratégie d'ensemble, nous contribuons à atteindre les buts de cette Assemblée et des citoyens qu'elle représente.

### ***Investir dans une économie durable***

Monsieur le président, créer de nouveaux débouchés économiques et tirer parti de ceux qui se présentent est notre voie la plus sûre pour assurer la prospérité des TNO, tant et aussi longtemps que cela se fait dans une approche durable pour l'environnement.

Nous possédons d'abondantes ressources naturelles, ce qui présente de nombreux débouchés économiques. Si nous soutenons ces débouchés de manière proactive, nos recettes continueront de croître et contribueront à financer nos programmes essentiels. Néanmoins, nous voulons veiller à ne pas séparer ce soutien des mesures que nous prenons pour protéger notre environnement.

Ce budget appuie l'édification d'une économie durable en investissant dans le tourisme, en maximisant les débouchés de l'exploration pétrolière et gazière, tout en investissant aussi dans la protection environnementale, la gestion de l'eau et le développement de sources d'énergie de remplacement. En ce qui a trait au secteur du pétrole et du gaz à lui seul, le potentiel des TNO est évalué à 81 billions de pieds cubes de gaz naturel et à près de sept milliards de barils de pétrole. Dans la région du Sahtu, l'occasion se présente maintenant. Aujourd'hui, notre défi consiste à exploiter ces ressources de manière durable et à veiller à ce que les résidents locaux et les entreprises ténosées en bénéficient le plus possible.

Ce budget investit près de 1,2 million de dollars pour aider les gens du Nord à se prévaloir des avantages associés à l'exploration pétrolière et gazière du Sahtu et à atténuer certaines répercussions. Cela financera des programmes de perfectionnement professionnel et de formation, ainsi que des mesures de soutien aux entreprises locales. Nous financerons aussi la collecte de données environnementales de base supplémentaires sur l'eau souterraine, sur l'eau de surface et sur la faune, ainsi que des évaluations et des démarches d'obtention de permis, tout en augmentant les ressources pour surveiller les activités pétrolières et gazières. Ces fonds fourniront aussi davantage de ressources pour la GRC et un programme de services aux victimes, pour aider le personnel de première ligne à réagir aux demandes supplémentaires, ce qui contribuera à l'objectif de cette Assemblée d'un territoire doté de collectivités sûres.

Notre richesse naturelle est loin de n'être constituée que des ressources non-renouvelables sous nos pieds. Notre eau, notre terre, notre faune et nos citoyens représentent tous des avoirs naturels qui peuvent faire croître notre économie. La portée de ces cadeaux est prodigieuse, allant du tourisme à la production d'aliments, sans oublier la production d'énergie. Cette année, les ventes record de fourrures aux enchères, les débuts de la production d'œufs à Hay River, l'ouverture imminente d'une usine de fabrication de granulés de bois près d'Enterprise et le nouvel atelier de taille de diamants à Yellowknife ne sont que des exemples de ce qui se produit actuellement. Ces initiatives prises par les gens du Nord devraient réfuter le mythe voulant « qu'on n'arrive à rien ici » et contribuer à une reprise dans l'industrie manufacturière.

Comme promis au cours du dernier exercice, nous investissons dans l'élaboration d'une Stratégie sur les débouchés économiques qui nous permettra de suivre l'évolution des débouchés et du potentiel de croissance prodigieux que possèdent les TNO, pour nous assurer d'être en position d'orienter et de gérer cet investissement et cette croissance, ainsi que les utiliser pour mettre en valeur la capacité de nos collectivités et renforcer l'autonomie de notre population.

La voie vers une économie plus stable et plus diversifiée consiste à soutenir et à encourager les entreprises locales. Le GTNO continue de soutenir les petites entreprises qui prennent les risques nécessaires à la croissance de notre économie. Pour ce faire, nous offrons un système d'imposition stable et concurrentiel, des mesures d'aide directe au moyen de programmes, comme celles du Programme d'appui aux entrepreneurs et au développement économique, du financement pour les initiatives économiques traditionnelles et l'accès à du capital, grâce à la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest.

Le tourisme demeure une priorité économique primordiale, tant pour le développement que la diversification de notre économie. Aux TNO, le tourisme représente une industrie de 100 millions de dollars qui soutient l'économie de toutes nos régions. Nous ajoutons à ce budget la somme de 600 000 dollars pour des initiatives de marketing touristique, afin de promouvoir les TNO à titre de destination de voyage. Avec cet investissement supplémentaire, le total du financement du marketing touristique s'élève à 3,1 millions de dollars par année, en plus des fonds de 1,2 million en financement direct aux entreprises touristiques pour le développement et la diversification de produits touristiques. Les parcs et terrains de camping territoriaux sont également un élément clé de nos initiatives pour faire croître l'industrie touristique. Au cours de l'année à venir, nous consacrerons 2 millions de dollars à l'amélioration des immobilisations dans les parcs et sentiers des TNO.

Le pont du Deh Cho n'est pas seulement sur la liste des attractions à ne pas manquer des touristes, mais aussi un investissement incontournable pour le reste de notre économie, en donnant un accès praticable toute l'année à la région du Slave Nord. Nous continuons à réduire notre déficit infrastructurel, grâce aux dépenses en immobilisations de 138 millions de dollars qui ont été approuvées en novembre dernier pour l'exercice 2013-2014. Les investissements dans les infrastructures présentent le double avantage de générer des emplois et des possibilités de formation, particulièrement dans les petites collectivités où les possibilités pourraient être limitées, et de léguer des avantages durables sous forme de routes, d'écoles et de centres de santé. À long terme, les infrastructures appuient notre objectif d'assurer la prospérité des TNO, en donnant accès aux fournitures et aux marchés.

Monsieur le président, notre gouvernement demeure déterminé à faire diminuer le coût élevé de l'énergie pour les familles et des entreprises des TNO, de même qu'à atténuer les retombées de notre consommation d'énergie sur l'environnement.

Lors du dernier exercice, nous avons atténué l'impact de la hausse des tarifs de la Société d'énergie des TNO en 2012-2013 en allouant des fonds pour contrebalancer une portion de cette hausse. Le budget de 2013-2014 réserve une somme 9,4 millions de dollars dans le même but. Nous poursuivons donc l'engagement de ce gouvernement à offrir aux gens du Nord une stabilité de tarif pendant la transition de la Société vers des tarifs plus élevés.

Nous maintenons aussi notre engagement d'investir dans des solutions à long terme pour réduire les coûts et la consommation d'énergie, en consacrant 5,15 millions de dollars à des initiatives de fonctionnement et d'immobilisations en 2013-2014. Nous possédons l'un des plus grands potentiels d'énergie renouvelable du monde et les investissements permettant de réaliser ce potentiel sont essentiels à notre croissance à long terme.

De nos investissements, environ 400 000 dollars seront consacrés à faire diminuer les coûts des nouvelles technologies des consommateurs, des entreprises et des collectivités au moyen de programmes de rabais et de subventions. Une autre tranche de 250 000 dollars est allouée à la préparation d'une demande d'approbation réglementaire pour le projet de ligne de transmission à Whatì, qui pourrait permettre à cette collectivité de ne plus dépendre du carburant diesel pour produire de l'énergie, en étant raccordée au réseau hydroélectrique.

Nous demeurons fermement déterminés à diversifier nos sources d'énergie en investissant dans l'énergie de remplacement, dont des sources conformes à la Stratégie ténioise sur l'énergie solaire et à la Stratégie ténioise sur le biocombustible. Un investissement de 250 000 dollars servira à établir des systèmes d'énergie solaire dans deux collectivités utilisant des groupes électrogènes alimentés en carburant diesel, en misant sur le succès remporté par le récent projet d'énergie solaire de Fort Simpson. Des fonds de 100 000 dollars seront consacrés au développement d'un projet d'énergie éolienne communautaire à petite échelle.

Plus de 2 millions de dollars cibleront les initiatives de biocombustible, dont 1,6 million de dollars pour l'approbation supplémentaire que nous demanderons afin de convertir l'école et l'aéroport de Norman Wells et de passer à l'utilisation de combustibles tirés de la biomasse. Ces deux projets seront les premiers projets de biomasse à grande échelle à l'extérieur des régions du Slave Nord et du Slave Sud. Ils témoignent de notre engagement d'élargir la chaîne d'approvisionnement en biocombustible aux collectivités situées dans la vallée du Mackenzie. Nous continuons de travailler à trouver des solutions à long terme pour les collectivités dont l'approvisionnement en énergie est incertain, notamment en allouant 100 000 dollars pour faire progresser la possibilité de recourir au gaz naturel liquéfié à Inuvik.

Nous nous penchons actuellement sur l'élaboration d'un plan global de planification énergétique qui tient compte des commentaires recueillis à l'échelle du Nord. Nous avons reçu de nombreuses suggestions sur ce que nous devons faire pour relever les défis et saisir les possibilités qui se présentent aux TNO aujourd'hui. Il est manifeste que le renforcement de notre économie dépend d'un approvisionnement en énergie à taux abordables pour l'industrie et les collectivités. Le gouvernement se réjouit de pouvoir travailler avec les députés de l'Assemblée législative pour finaliser ce plan, en vue de le publier plus tard ce printemps.

Les investissements apportés aux sources d'énergie de remplacement présentent des débouchés économiques importants et améliorent la santé de notre environnement. Un environnement sain pouvant soutenir les générations d'aujourd'hui et de demain n'est pas incompatible avec la croissance économique. Il en constitue plutôt un fondement. Le budget 2013-2014 consacre 72 millions de dollars à la protection de l'environnement. Nous poursuivons les travaux de mise en œuvre de la Stratégie sur les gaz à effet de serre, collaborons à des mesures de gestion pour les hardes de caribou de la toundra et

terminons la nouvelle *Loi sur la faune*. Le budget alloue aussi 523 000 dollars pour poursuivre les négociations en vue d'accords sur les eaux transfrontalières, qui s'inscrivent dans nos démarches de mise en œuvre de la Stratégie d'intendance des eaux des TNO. La conclusion d'accords de gestion sur les eaux transfrontalières est une pierre angulaire pour assurer la santé et l'intégrité écologique de nos eaux nordiques

### ***Prestation efficace et efficiente de services***

L'un des buts de la 17<sup>e</sup> Assemblée est de continuer à améliorer l'efficacité et l'efficience du gouvernement. Dans le contexte actuel de croissance lente des recettes, alors que nous devons en faire plus avec moins, ce but est encore plus impérieux. Dans le cadre de nos efforts d'amélioration continue, notre bureau d'examen des programmes travaille en étroite collaboration avec les ministères et les députés de l'Assemblée législative afin de garantir que nos ressources sont utilisées à bon escient.

Durant les consultations de 2012 sur le budget, les participants ont discuté des possibilités d'améliorer la prestation des programmes et services gouvernementaux en réallouant les fonds au sein des programmes et en éliminant les chevauchements et d'autres formes de « fardeau » administratif. Nous sommes toujours en train d'examiner les suggestions; cependant, nous avons prévu plusieurs investissements importants dans ce budget pour améliorer nos services actuels en apportant des innovations, en gardant les services dans le Nord et en réalisant des économies dans le domaine éconergétique.

Monsieur le président, le monde des soins de santé évolue et les nouvelles technologies offrent de belles possibilités pour transformer la prestation des services et les offrir à nos résidents. Les dossiers médicaux électroniques maintiennent une continuité de soins, faisant en sorte que les médecins et le personnel infirmier suppléants puissent immédiatement accéder aux antécédents d'un patient. Ils constituent aussi un outil essentiel pour le traitement des maladies chroniques, en affichant des rappels automatiques de traitements planifiés et en permettant aux professionnels des soins de santé de demander des consultations en temps réel avec des spécialistes. Cela garantira que tous les résidents du Nord ont accès à un niveau constant de soins, souvent sans devoir se déplacer. Ce budget alloue 489 000 dollars à la mise en œuvre graduelle du système des dossiers médicaux électroniques, jetant les bases d'une future mise en œuvre à l'échelle du territoire.

Les coûts associés aux déplacements pour raisons médicales sont un facteur important dans le budget et nous continuons de tenter de réduire la nécessité de ce type de déplacements. Les changements survenus en matière de traitement des maladies chroniques font en sorte que nous pouvons en traiter davantage sur place, ce qui réduit les besoins en matière de déplacements dans le Sud pour se faire soigner. En 1996, nous avons commencé à fournir des services de dialyse au territoire. Dans ce budget, nous investissons 229 000 dollars de plus pour continuer d'offrir ces services essentiels aux TNO. Sans cet investissement, les TNO ne pourraient maintenir le fonctionnement des unités de dialyse et dépenseraient plus de 1,8 million de dollars par an pour envoyer les patients actuels se faire traiter en Alberta.

Nous investirons aussi 472 000 dollars pour améliorer les services d'évacuation médicale afin de garantir des niveaux de services de qualité exemplaire à tous les

résidents du Nord. Les services d'évacuation médicale sont des services essentiels de sauvetage dans toutes les collectivités des TNO. Cet investissement initial finance le tri et la coordination lors des évacuations médicales, pour veiller à ce que les ressources permettant de sauver des vies soient disponibles pour les patients concernés au moment crucial.

Enfin, le budget consacre 550 000 dollars à l'établissement d'un leadership clinique à l'échelle du système. Ces fonds permettront d'assurer des niveaux constants de soins aux patients aux TNO et de veiller à ce que notre système demeure à la fine pointe, en harmonie avec les nouvelles normes de soins établies à l'échelle nationale.

Ce budget poursuit aussi nos efforts pour améliorer l'efficacité éconergétique globale de notre gouvernement. En plus du montant de 1,2 million de dollars approuvé pour le programme du fonds de rénovation des immobilisations, ce budget réserve 700 000 dollars à l'installation de chaudières éconergétiques alimentées en granulés de bois pour les logements sociaux. Tous les ans, nous consacrons environ 7 millions de dollars en combustible de chauffage pour le programme de logements sociaux. Nous continuons d'examiner des possibilités d'augmenter l'efficacité éconergétique et les économies de coûts des biens actuels du gouvernement.

Monsieur le président, l'une des priorités de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative est d'augmenter les possibilités d'emploi là où les besoins sont les plus criants. L'un des moyens d'y parvenir est de décentraliser davantage de postes du GTNO et de rapprocher notre gouvernement des gens qu'il sert. Nous pouvons en constater l'importance dans la réussite des guichets de services uniques qui aident les résidents des collectivités rurales et éloignées à comprendre les programmes territoriaux et fédéraux et à accéder à leurs services. Forts du succès remporté par les 13 guichets déjà existants aux TNO, nous ouvrirons trois guichets de service uniques supplémentaires en 2013-2014.

Mais ce n'est pas tout. Au total, 18 postes seront décentralisés à l'extérieur de Yellowknife en 2013-2014. Cela s'ajoute aux 11 nouveaux postes proposés en vertu de divers programmes déjà mentionnés, dont la réponse du gouvernement aux activités dans le Sahtu. La distribution équitable des avantages économiques associés à un emploi dans la fonction publique veillera à ce que chaque région en bénéficie. Nous continuerons de prendre des mesures permettant de maintenir cette distribution à l'échelle du territoire.

## **Regard vers l'avenir**

Cette Assemblée en est à sa deuxième année en chambre. Nous avons fait progresser plusieurs de nos priorités, dont l'augmentation de notre plafond d'emprunt, l'application du nouveau barème de loyers des logements sociaux et les investissements pour pallier notre déficit en matière d'établissements de santé. Les investissements décrits dans ce budget s'attaquent aux priorités restantes que nous avons établies dix-huit mois auparavant.

Pour ce qui est de l'avenir, nous savons que la croissance des recettes ralentit. Nous avons travaillé fort pour nous assurer que les transferts fédéraux tiennent compte de

notre situation unique et, en décembre, le ministère fédéral des Finances a annoncé que la formule de financement des territoires (FFT) allait continuer à utiliser la formule visant à combler les écarts, laquelle reconnaît les coûts accrus de la prestation des services dans le Nord. Cette garantie est cruciale pour un programme qui représente la majorité de nos recettes. Néanmoins, elle n'efface pas la réalité d'une très faible augmentation de la FFT au cours des deux prochaines années et que, dans ce contexte de conditions économiques fragiles, il n'est pas prudent d'augmenter les recettes à partir de taxes et d'impôts supplémentaires. En raison de notre petite assiette fiscale, cela serait inefficace. Nous avons plutôt l'intention de fonctionner selon les moyens dont nous disposons à l'heure actuelle.

Nous continuerons de travailler avec le gouvernement fédéral à un plan à long terme sur les infrastructures publiques qui se poursuivra après la fin du Plan d'infrastructure Chantiers Canada en 2014. En vertu de ce plan, les TNO ont bénéficié de centaines de millions de dollars en financement pour les infrastructures. Nous souhaitons former un partenariat avec le gouvernement fédéral pour établir un nouveau plan d'investissements infrastructurels stratégiques qui soutiennent une croissance et une prospérité économiques à long terme. Les partenariats sont essentiels aux projets comme le tronçon de route fort attendu reliant Inuvik à Tuktoyaktuk.

Nous allons de l'avant avec des débouchés stratégiques comme le projet de liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie. Ce projet dotera la vallée d'un service de transmission de données à haute vitesse et produira d'importantes retombées positives pour le développement économique et communautaire, de même que la prestation des services gouvernementaux. Le présent budget engage 7 millions de dollars pour continuer à faire avancer ce projet.

Notre détermination à générer des excédents de fonctionnement, grâce à notre stratégie budgétaire, est ce qui nous permet d'aller de l'avant avec ces débouchés. Nous savons que cela deviendra de plus en plus difficile alors que la croissance des recettes ralentira, mais nous avons déjà réalisé de grands progrès pour ce qui est de protéger des programmes existants et de faire des investissements prioritaires. Nous sommes prêts à relever le défi en collaborant pour gérer la croissance de notre budget de fonctionnement.

Nous nous réjouissons de la conclusion de l'entente de transfert des responsabilités et de partage des recettes d'exploitation des ressources dans un proche avenir. Le pouvoir et le contrôle sur nos ressources est l'un des moyens les plus immédiats et tangibles de faire croître nos recettes et notre économie dans les années à venir. Nous avons adopté la voie de la viabilité budgétaire, pour que les recettes d'exploitation des ressources découlant de cette entente puissent servir à investir dans les infrastructures afin de faire croître notre économie, à rembourser notre dette et, s'il y a lieu, à garnir les coffres du Fonds du patrimoine pour les générations de demain. Pour soutenir davantage la croissance économique aux TNO et répartir les avantages du transfert, nous nous sommes aussi engagés à partager une portion de ces recettes d'exploitation des ressources avec les gouvernements autochtones participants, pour contribuer à renforcer la capacité et à exploiter les débouchés dans les régions et les collectivités.

## Conclusion

Ce budget nous garde sur la voie que nous avons adoptée durant le dernier exercice, qui consiste à fonctionner selon nos moyens tout en nous permettant de faire des investissements stratégiques dans des secteurs qui ont besoin d'attention. Nos nouvelles initiatives en matière de dépenses tiennent compte des questions soulevées par les députés de l'Assemblée législative et reflètent les idées et préoccupations exprimées lors des consultations de 2012 sur le budget.

Ce budget fait des investissements dans les priorités du caucus comme la prévention, le développement de la petite enfance, les programmes de traitement de la toxicomanie, ainsi que des améliorations et des innovations à la prestation des soins de santé, pour garantir un système de soins de santé qui soit juste et durable. Les investissements qui renforcent et diversifient notre économie, comme la liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie, le marketing touristique et la décentralisation des postes pour augmenter les débouchés à l'échelle des TNO, sont essentiels à l'édification d'un avenir prospère. Ce budget prévoit aussi des ressources pour veiller à l'intendance responsable de notre terre et de nos eaux au moyen de partenariats et pour poursuivre les négociations sur le transfert des responsabilités et de partage des recettes d'exploitation des ressources.

Monsieur le président, nous avons sciemment pris la décision collective de faire de très gros efforts sur le plan budgétaire en tant que législature. Nous maintenons et protégeons nos services et nos programmes, tout en investissant simultanément dans des infrastructures majeures et essentielles comme le pont et, désormais, le tronçon de route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk. Nous sommes parvenus à faire tous ces investissements en maintenant les excédents de fonctionnement nécessaires au financement des infrastructures, mais notre travail n'est pas terminé. Pour être en mesure de jouir d'un avenir économique autonome et diversifié, nous devons maintenir le cap et continuer de contrôler la croissance des dépenses, pour conserver une position budgétaire viable et néanmoins investir dans les infrastructures.